

Tant en Occident comme dans les pays arabes, il existe une déconnexion entre la réponse des gouvernements à la guerre de Gaza et celle de leurs citoyens, majoritairement propalestiniens.

Shada Islam, fondatrice de New Horizons Project, une société internationale de médias et de stratégie.

GAZA : LE FOSSÉ ENTRE LES OPINIONS PUBLIQUES ET LEURS GOUVERNEMENTS

La déconnexion entre les gouvernements et l'opinion publique s'aggrave tandis qu'Israël poursuit son offensive à Gaza, entamée suite à l'attentat terroriste du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas.

La majorité des gouvernements occidentaux ont été plus réservés que les États arabes au moment de condamner la riposte d'Israël. Ceci dit, à mesure que, dans les deux régions, les manifestations publiques propalestiniennes exigeant la fin de ce que la Cour internationale de Justice (CIJ) a qualifié de « risque plausible de génocide » par Israël grandissent en nombre et en taille, les gouvernements ont réagi durement au moyen de restrictions et d'arrestations qui menacent – et enfreignent parfois ouvertement – des valeurs démocratiques telles que la liberté d'expression et de réunion, l'État de droit et les droits humains.

Ce fossé creusé entre les gouvernements et l'opinion publique a de dangereuses implications pour ce qui est des relations entre l'État et les citoyens, pour la légitimité de gouvernements déjà fragiles, en Europe comme au Proche-Orient, et pour la situation générale de la démocratie dans le monde. Ainsi, le soutien du président des États-Unis, Joe Biden, à Israël devrait avoir des retombées sur les élections de novembre.

Depuis octobre 2023, des millions de personnes ont pris les rues d'assaut pour protester contre l'ampleur du massacre et de la destruction à Gaza, les campements d'étudiants se sont multipliés dans des universités du monde entier, les militants ont bloqué des ports et des usines d'armes, et il existe la conviction profonde qu'une campagne mondiale de boycottage, de désinvestisse-

ment et de sanctions contre Israël est aujourd'hui plus que jamais nécessaire.

D'Hollywood à Bollywood, en passant par le festival Eurovision de la chanson tenu au mois de mai en Suède, des célébrités ont rejoint la cause palestinienne en dépit des pressions exercées pour qu'elles se taisent. Les jeunes générations semblent particulièrement consternées et leur indignation est exacerbée par les vidéos virales montrant le bombardement d'hôpitaux et d'universités, des images d'enfants et de bébés affamés et de soldats israéliens en train de chanter et de danser dans une Gaza dévastée.

Ces mouvements populaires ont été renforcés après que l'Afrique du Sud a saisi la CIJ contre Israël et que le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a demandé de délivrer des mandats d'arrêt pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés commis par le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, son ministre de la défense, Yoav Gallant, et trois dirigeants du Hamas, Yahya Sinwar, Mohammed Deïf et Ismaël Haniyeh.

De hauts responsables des États-Unis et de l'Union européenne ont exprimé leur colère et leur frustration face à la tiédeur de la réponse de leurs gouvernements à Gaza. Plusieurs fonctionnaires américains ont démissionné pour protester contre le soutien illimité fourni par les États-Unis à Israël, tandis que des fonctionnaires de l'UE ont à plusieurs reprises fait parvenir à leurs dirigeants politiques des lettres demandant la fin des exportations d'armes et de la coopération scientifique de l'UE avec Israël.



L'OCCIDENT SOUTIENT ISRAËL

À l'instar des États-Unis, l'UE a soutenu le droit d'Israël à se défendre et s'est montrée précautionneuse quant à dénoncer la destruction de Gaza. Les exportations d'armes et de matériel militaire de l'UE vers Israël n'ont pas cessé, les importations d'armes et de technologie de surveillance venues d'Israël se sont poursuivies et l'accord de coopération UE-Israël n'a pas été suspendu suite aux violations des droits de l'Homme.

L'UE continue à fournir une aide humanitaire dont Gaza a désespérément besoin et les contributions pour l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont repris. L'Espagne, l'Irlande, la Norvège et la Slovaquie se sont démarqués des autres pays de l'UE et ont reconnu l'État palestinien. Ce qui n'empêche qu'en permettant qu'Israël méprise les lois internationales, la réputation de l'UE comme acteur mondial a touché le fond, notamment parmi les agents de la société civile du Sud global. Le fait que l'Occident n'ait pas mis fin au non-respect israélien des règles de la guerre a aussi gravement endommagé un ordre mondial fondé sur des règles, déjà très détérioré.

LA TAILLE ET LE NOMBRE DES MANIFESTATIONS AUGMENTENT

Tandis que ses dirigeants détournent le regard, la taille, le nombre et la fréquence des concentrations et des manifestations pacifiques en faveur de la Palestine continuent à témoigner dans toute l'Europe du fait que des millions d'Européens sont indignés et se sentent frustrés par l'incapacité de leurs gouvernements à faire cesser le massacre à Gaza. Leur appel au respect des droits de l'Homme et du droit International retentit au milieu

Manifestation propalestinienne à Paris, le 15 mai 2024./FIRAS ABDULLAH/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

d'une recrudescence des incitations à la haine et des délits de haine contre les communautés juive et musulmane en Europe.

Plus les protestations prolifèrent, plus les restrictions des gouvernements européens se multiplient. Certaines autorités interdisent préventivement les manifestations, sous prétexte qu'elles présentent un risque pour l'ordre public, ou bien font un usage excessif de la force, avec emploi de gaz lacrymogène, de canons à eau, de tactiques d'encerclement et de déploiement de chiens de police.

Dans certaines parties d'Europe, arborer le drapeau palestinien rouge, vert, noir et blanc, porter le traditionnel keffieh noir et blanc, voire un T-shirt décoré d'images de pastèques (devenues symboles de la Palestine pour contourner les tentatives de censurer le drapeau) peut donner lieu à une admonestation, à un procès-verbal ou à une arrestation par la police. Par ailleurs, dans certains pays, les tribunaux ont annulé les interdictions de manifester.

COUPER LES LIENS AVEC LES UNIVERSITÉS ISRAËLIENNES

Dans toute l'Europe, les sit-in et les protestations d'étudiants venant exiger que les universités coupent leurs liens avec Israël ou cessent d'investir dans des entreprises israéliennes ont été entachés par des heurts avec la police et par des arrestations. Dans certains cas, les responsables des universités ont accepté

de couper leurs liens académiques avec les universités israéliennes, mesure qui menace de miner l'intégration d'Israël au programme européen pour la recherche, Horizon Europe, dont le pays a reçu des millions d'euros.

Après avoir argué de graves atteintes des droits humains et d'infractions du droit International à Gaza, l'Université de Grenade (Espagne) a déclaré qu'elle cessera de coopérer avec des partenaires israéliens dans cinq projets d'Horizon Europe et d'Horizon 2020, tout comme l'ont fait l'Université libre de Bruxelles (ULB) et l'Université de Gand (UGent).

LES GOUVERNEMENTS ARABES ET EUROPÉENS, PAREILLEMENT INQUIETS

L'UE est confrontée à un choix « difficile » – doit-elle soutenir l'État de droit ou soutenir Israël ? – comme l'a reconnu le Haut représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell.

Mais ce dilemme n'est pas uniquement européen. Les citoyens arabes – du Maroc à l'Irak – qui ont exprimé leur indignation face aux actions d'Israël et leur solidarité envers les Gazaouis ont souvent dû faire face à des restrictions. Même si quelques manifestations qui se sont déroulées dans les campus et les rues arabes ont été moins mouvementées que les européennes, il n'en reste pas moins que les gouvernements européens et arabes sont pareillement embarrassés face aux manifestations de solidarité avec la Palestine.

Cela est principalement dû au fait que, outre qu'elles exigent un cessez-le-feu immédiat à Gaza, les manifestations et les sit-in sont aussi un appel à la justice mondiale et à la fin de l'inégalité raciale, laquelle se manifeste aussi par une application sélective des règles des droits humains convenues à l'internationale.

Les États arabes en quête d'un rapprochement accru avec Israël craignent que leur région ne soit le témoin d'un autre printemps arabe qui, cette fois-ci, ne serait pas seulement axé sur des demandes de réforme interne, mais qui récriminerait aussi aux gouvernements arabes leur incapacité à réprover l'agenda occidental impérialiste et postcolonial.

Dans certains pays, comme le Maroc et les Émirats arabes unis, les manifestations témoignent d'une réaction contre les accords d'Abraham et sont donc un rappel embarrassant pour les gouvernements que la normalisation de leurs relations avec Israël n'a jamais conquis « les cœurs et les esprits » des sociétés arabes.

Par ailleurs, les États arabes craignent que la cause palestinienne, restée à l'écart ces dernières années, refasse surface au titre d'élément primordial d'une conscience politique arabe. Les réseaux sociaux de la région débordent de témoignages de soutien pour Gaza et de critiques envers les gouvernements occidentaux et leur manque de volonté de faire cesser l'offensive israélienne. Des sociétés perçues comme amies d'Israël et des Forces de défense d'Israël, comme Starbucks, McDonalds, Carrefour et Puma, ont connu une descente brutale de leurs ventes en Égypte, au Maroc, en Tunisie et en Jordanie.

LE COLONIALISME DES COLONS ISRAËLIENS

Tandis que les commentaires des principaux médias se sont, en Europe comme dans les États arabes, centrés en grande mesure sur l'indignation publique face aux conséquences humanitaires dévastatrices des bombardements et du blocus illégal de Gaza par Israël, il est aussi de plus en plus net que la Palestine est devenue un symbole fort de la lutte mondiale contre le colonialisme et contre un ordre postcolonial injuste. Pour beaucoup, la guerre de Gaza est un rappel puissant de ce que les origines d'Israël viennent d'un projet de colonisation qui continue à faire subir aux Palestiniens une occupation militaire, la dépossession de leurs terres et une inégalité de droits.

On perçoit ce changement de rhétorique propalestinienne – consistant en ce que le problème ne serait plus une question de religion ou de territoire, mais de profonde injustice historique – dans la position adoptée par Greta Thunberg, la militante environnementale suédoise, qui martèle qu'« il ne peut y avoir de justice climatique sur une terre occupée ». Ce changement est aussi visible dans la narrative globale propalestinienne, qui voit un lien entre Israël et le colonialisme occidental et qui considère l'actuelle résistance des Palestiniens face à Israël comme l'ultime combat mondial contre le colonialisme de peuplement.

Depuis le lancement en 2020 du mouvement Black Lives Matter (BLM), beaucoup d'Américains et d'Européens noirs ont davantage pris conscience du lien existant entre la discrimination dont ils souffrent et la vie des Palestiniens sous occupation israélienne. En 2021, ce mouvement publiait une déclaration annonçant sa « solidarité avec les Palestiniens » et des peintures murales situant George Floyd à Gaza et en Cisjordanie sont apparues.

Ce n'est pas tout. Comme la journaliste Nesrine Malik l'a signalé, « il y a une simplicité universelle dans le conflit (Israël-Palestine) qui dépasse l'idéologie politique : celle du droit humain fondamental à la pleine condition de nation, à vivre chez soi en sécurité et avec dignité ». Quant à Ta-Nehisi Coates, sa visite des territoires occupés lui a révélé « comme il est simple, en réalité..., de comprendre la moralité [sic] élémentaire de maintenir un peuple dans une situation exempte de droits fondamentaux ».

ÉTAT D'APARTHEID' ET JUSTICE RACIALE

La question était aussi abordée de façon convaincante dans un rapport de 2021 d'Amnesty International qui soulignait que le système d'oppression et de domination exercé par Israël sur les Palestiniens dans toutes les zones sous son contrôle équivalait à un « apartheid interdit par le droit International ».

Pourtant, là où de nombreux progressistes et Noirs européens reconnaissent le lien existant entre la Palestine et leurs demandes de justice raciale et comprennent que la question palestinienne s'inscrit dans un combat interconnecté pour l'autodétermination et l'égalité, incorporé au mouvement anticolonial mondial, les responsables politiques et les principaux médias de l'UE n'établissent pas ce rapport. Quelque part, ce

Au Maroc et aux Émirats arabes unis, les manifestations témoignent d'une réaction contre les accords d'Abraham et rappellent aux gouvernements que la normalisation de leurs rapports avec Israël n'a jamais conquis « les cœurs et les esprits » des sociétés arabes

manque de volonté de réexaminer le Proche-Orient sous un prisme anticolonial et antiraciste atteste la relation embarrassée des gouvernements de l'UE avec les musulmans européens.

« La solidarité avec la Palestine se réduit souvent à la question des atteintes massives aux droits humains et des violations continues du droit International par Israël : aux assassinats, aux arrestations et à la dépossession que les Palestiniens subissent depuis presque huit décennies » affirme Adam Hanieh. « L'inconvénient d'inscrire cela dans le cadre des droits de l'Homme est que cela dépolitise la lutte palestinienne ».

LA RÉPUTATION DE L'UE EST EN JEU

Le non-respect collectif de l'UE pour le droit International et ses propres engagements en matière de droits humains à Gaza a sapé la crédibilité, l'autorité et le prestige du bloc dans le monde entier. Le dommage causé à sa réputation est profond, de longue haleine et peut-être irréversible. Il altère la position de l'UE aux Nations unies et dans les pays du Sud global. Plus encore, il a mis en danger le rapprochement important, et jadis solide, opéré entre l'UE et la société civile dans le monde arabe et musulman, et plus encore.

En effet, il fut un temps où l'UE était considérée comme un acteur important et crédible au Proche-Orient, voire comme un éventuel contrepoids aux États-Unis. En 1980, les alors neuf États membres de l'UE émettaient la Déclaration de Venise, qui a conduit à la reconnaissance de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP). L'UE a aussi joué un rôle majeur depuis l'accord d'Oslo de 1993 à la fin de la seconde Intifada, en 2005. La position traditionnelle de l'Europe dans le conflit palestinien-israélien a été de se concentrer sur une solution à deux États.

Actuellement, au vu de son soutien collectif d'Israël, accordé en dépit de sa violation des lois internationales, le bloc de 27 pays semble peu ou prou un simple spectateur passif, distrait par ses propres divisions internes et complice du génocide commis par Israël à Gaza. Les intérêts opposés de ses États membres et leurs différentes relations avec Israël et avec la Palestine font que, tandis que l'Irlande et l'Espagne comptent parmi ceux qui soutiennent le plus la Palestine, d'autres États, tels la Hongrie et l'Allemagne sont pro-israéliens ou sont divisés de l'intérieur sur la meilleure façon de répondre.

Il est tout aussi embarrassant que, pour nombre d'États de l'UE, les difficultés à réagir rapidement et efficacement aux horreurs commises à Gaza témoignent des relations tendues qu'ils entretiennent avec leurs citoyens musulmans. L'agenda antiraciste de l'UE, adopté en 2020 suite au mouvement BLM promettait de pro-

mouvoir une narrative équilibrée sur les musulmans et sur l'islam. Il élude toutefois la question la plus controversée, celle de l'amalgame musulmans/terrorisme.

Par ailleurs, l'UE – tout comme les États-Unis – est accusée par les gouvernements du Sud global d'adopter une attitude de deux poids, deux mesures. Beaucoup comparent la condamnation catégorique que l'Europe a opposée à l'invasion russe de l'Ukraine et ses réticences à dénoncer la dévastation de Gaza par Israël. Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a lui aussi exprimé cette préoccupation en appelant l'UE à éviter d'appliquer deux poids, deux mesures différentes pour Gaza et pour l'Ukraine.

Que le *soft power* européen dans le monde arabe ait subi un dommage irréversible est tout aussi important, préjudiciable et susceptible, là aussi, d'être un motif de préoccupation pour l'UE. Sa crédibilité et son influence sont particulièrement écornées chez les centaines de militants prodémocratie et pro-droits de l'Homme, ainsi que chez les citoyens ordinaires du monde arabe et musulman – plus largement dans le Sud global – qui ont cru dans la rhétorique des principes de l'UE sur l'universalité des droits humains et ont cherché inspiration et soutien chez les 27, mais se sentent aujourd'hui trahis et indignés.

« Nul doute que, pour nous, la guerre d'Ukraine est la menace existentielle la plus importante, et la guerre de Gaza la principale question éthique » affirme Josep Borrell. Lors de réunions récentes, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont évoqué la possibilité de sanctionner Israël s'il ne respecte pas le droit International humanitaire, et ont déclaré souhaiter convoquer un conseil de partenariat UE-Israël pour débattre du respect par ce pays de ses obligations en matière de droits de l'Homme en vertu de l'accord de coopération UE-Israël.

Ces mesures peuvent signifier une petite avancée collective pour l'UE, mais elles ne suffisent pas à étouffer l'indignation publique croissante face à l'inaction et aux deux poids, deux mesures appliqués par le bloc. Les dirigeants de l'UE restent trop collés à la narrative israélienne de « seule et unique démocratie », petite et résistante, du Proche-Orient.

À moins d'un cessez-le-feu mettant fin à la destruction et à la dévastation de la Bande de Gaza par Israël et mettant aussi un terme à l'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie, le fossé entre les gouvernements et l'opinion publique qui soutient les Palestiniens continuera de se creuser et de s'élargir. Et ce, pour une raison très simple, que l'écrivain indien Ranjit Hoskote explique au mieux. Pour ceux qui manifestent par solidarité avec la Palestine dans un monde interconnecté, assure-t-il « Gaza n'est jamais loin. Gaza est dans l'air que nous respirons. Gaza est aujourd'hui dans nos cœurs, Gaza est partout »./